

Manifestation le samedi 29 mai

Pour un logement digne pour toutes et tous ! Et contre la fin de la trêve hivernale !

En 2020, il est estimé qu'**au moins 300 000 hommes, femmes et enfants étaient privés de domicile en France**. La crise sanitaire révèle les situations de précarité liées au logement, elle a accentué les difficultés d'accès au logement ainsi que les risques d'expulsions pour un nombre croissant de personnes et de familles.

- **Aucune expulsion sans relogement pérenne, digne et adapté**

La Ministre du Logement a annoncé une augmentation des aides pour la prévention des expulsions locatives. Ce sont 30 000 expulsions qui sont attendues à partir du 1^{er} juin (doublant le nombre habituel). De larges pans de la population, les étudiant·es, les habitant·es des quartiers populaires, les personnes exilées, les habitant·es des lieux de vie informels (squats, bidonvilles, campements), et pleins d'autres ont vu leur situation se précariser, leur isolement s'accroître, leurs conditions de vie se détériorer. Les chiffres du chômage et le nombre de bénéficiaires du RSA ne cessent d'augmenter.

C'est pourquoi nous revendiquons une trêve pour toute la durée de la crise sanitaire, sociale et économique, comprenant l'arrêt des expulsions et des coupures de fluides (eau, électricité).

- **Un logement abordable, digne et pérenne pour tous et toutes**

Pour un grand nombre d'entre nous, l'accès au logement est difficile, voire impossible, pour de nombreuses raisons : le prix de plus en plus exorbitant des loyers qui ont augmenté de plus de 10% ces dernières années, la réforme des APL, les garanties demandées (caution, montant du salaire, garant·es), offre insuffisante de logements abordables (logements « très sociaux », CROUS).

C'est pourquoi nous revendiquons l'effacement des dettes de loyers et la baisse des loyers tout de suite ! Avec un encadrement réel des loyers qui ne vise pas simplement à réguler la spéculation immobilière mais qui permettent aux personnes de se loger sans sacrifier la majeure partie de leurs ressources dans le loyer. **L'augmentation et la rénovation de logements CROUS. Et la régularisation des personnes dites sans papier et des allocations d'études !**

- **Un hébergement inconditionnel et qui conduise au logement**

La Ministre a aussi annoncé le maintien des places ouvertes pendant le plan hivernal (43 000 en France) et la fin de la « gestion au thermomètre » de la politique d'hébergement. Cependant, l'hébergement des personnes sans abri est toujours plus saturé. En effet, à peine créées, les 20 000 places d'hébergement ouvertes lors du 1^{er} confinement étaient déjà saturées. Fin 2020, dans le Rhône, ce sont 1 363 personnes par jour, soit jusqu'à 83% des

Manifestation le samedi 29 mai

Pour un logement digne pour toutes et tous ! Et contre la fin de la trêve hivernale !

En 2020, il est estimé qu'**au moins 300 000 hommes, femmes et enfants étaient privés de domicile en France**. La crise sanitaire révèle les situations de précarité liées au logement, elle a accentué les difficultés d'accès au logement ainsi que les risques d'expulsions pour un nombre croissant de personnes et de familles.

- **Aucune expulsion sans relogement pérenne, digne et adapté**

La Ministre du Logement a annoncé une augmentation des aides pour la prévention des expulsions locatives. Ce sont 30 000 expulsions qui sont attendues à partir du 1^{er} juin (doublant le nombre habituel). De larges pans de la population, les étudiant·es, les habitant·es des quartiers populaires, les personnes exilées, les habitant·es des lieux de vie informels (squats, bidonvilles, campements), et pleins d'autres ont vu leur situation se précariser, leur isolement s'accroître, leurs conditions de vie se détériorer. Les chiffres du chômage et le nombre de bénéficiaires du RSA ne cessent d'augmenter.

C'est pourquoi nous revendiquons une trêve pour toute la durée de la crise sanitaire, sociale et économique, comprenant l'arrêt des expulsions et des coupures de fluides (eau, électricité).

- **Un logement abordable, digne et pérenne pour tous et toutes**

Pour un grand nombre d'entre nous, l'accès au logement est difficile, voire impossible, pour de nombreuses raisons : le prix de plus en plus exorbitant des loyers qui ont augmenté de plus de 10% ces dernières années, la réforme des APL, les garanties demandées (caution, montant du salaire, garant·es), offre insuffisante de logements abordables (logements « très sociaux », CROUS).

C'est pourquoi nous revendiquons l'effacement des dettes de loyers et la baisse des loyers tout de suite ! Avec un encadrement réel des loyers qui ne vise pas simplement à réguler la spéculation immobilière mais qui permettent aux personnes de se loger sans sacrifier la majeure partie de leurs ressources dans le loyer. **L'augmentation et la rénovation de logements CROUS. Et la régularisation des personnes dites sans papier et des allocations d'études !**

- **Un hébergement inconditionnel et qui conduise au logement**

La Ministre a aussi annoncé le maintien des places ouvertes pendant le plan hivernal (43 000 en France) et la fin de la « gestion au thermomètre » de la politique d'hébergement. Cependant, l'hébergement des personnes sans abri est toujours plus saturé. En effet, à peine créées, les 20 000 places d'hébergement ouvertes lors du 1^{er} confinement étaient déjà saturées. Fin 2020, dans le Rhône, ce sont 1 363 personnes par jour, soit jusqu'à 83% des

appels, qui restent sans solution d'hébergement. De plus, la forme de ces hébergements n'est bien souvent pas adaptée : collective ou à l'hôtel sans accompagnement et à durée inconnue. **C'est pourquoi nous revendiquons : l'ouverture de 10 000 places dans le Rhône, le respect de l'inconditionnalité et du principe de continuité (loi DALO 2007), ainsi que la réquisition des bâtiments vides pour faire face à l'urgence.**

- **Arrêt de la répression**

Face à ces réalités, les squats et autres logements informels, apparaissent comme une alternative solidaire mais aussi temporaire et précaire ; la loi Sécurité globale criminalise encore plus les ouvertures de squats. La situation s'est quelque peu améliorée avec la nouvelle métropole, mais elle est encore très loin d'appliquer une véritable politique d'accueil et d'hospitalité dont pourtant elle se revendique : oscillant entre négociations et répression. Les accès à l'hébergement restent conditionnés aux situations administratives des personnes et si un ou deux squats, dont les bâtiments sont la propriété de la métropole ont des perspectives de conventionnement, c'est bien différent pour les autres : attaques en justices et appels des décisions favorables aux squats, demandes d'expulsion, harcèlement par les bailleurs sociaux de la Métropole...

C'est pourquoi nous revendiquons: l'arrêt de la répression contre les sans abri, les squatteur·ses, les précaires, les exilé·es et l'abrogation des lois répressives (ELAN, Sécurité globale, ASAP).

MANIFESTATION SAMEDI 29 MAI

10h, Place de Francfort : Rassemblement et prises de paroles & départ
13h00, Place Mazargan : Arrivée, cantine solidaire, et musique

Signataires: 2MSG – Migrations, Minorités Sexuelles et de Genre, Alternatiba ANV/Rhône, CEELSPS, Collectif des étudiant·es étrangè·res de Lyon, Collectif Intersquats 69, Collectif Hébergement en danger, Collectif sans papier 69, Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse – Collège sans Frontières Maurice Scève, FSU, INDECOSA-CGT, Jamais Sans Toit, Solidaires étudiant.e.s Lyon, Solidaires, Sud Santé Sociaux 69, RESF 69, Unef tacle...

Pour plus d'infos, nous contacter à : coordo-logement69@riseup.net ou sur facebook.

La CALLE - Coordination d'Actions pour le Logement Lyon et Environs

Composée de militant·es et de membres de différents collectifs réuni·es pour organiser une large mobilisation autour de l'accès au logement et contre le mal-logement.



appels, qui restent sans solution d'hébergement. De plus, la forme de ces hébergements n'est bien souvent pas adaptée : collective ou à l'hôtel sans accompagnement et à durée inconnue. **C'est pourquoi nous revendiquons: l'ouverture de 10 000 places dans le Rhône, le respect de l'inconditionnalité et du principe de continuité (loi DALO 2007), ainsi que la réquisition des bâtiments vides pour faire face à l'urgence.**

- **Arrêt de la répression**

Face à ces réalités, les squats et autres logements informels, apparaissent comme une alternative solidaire mais aussi temporaire et précaire ; la loi Sécurité globale criminalise encore plus les ouvertures de squats. La situation s'est quelque peu améliorée avec la nouvelle métropole, mais elle est encore très loin d'appliquer une véritable politique d'accueil et d'hospitalité dont pourtant elle se revendique : oscillant entre négociations et répression. Les accès à l'hébergement restent conditionnés aux situations administratives des personnes et si un ou deux squats, dont les bâtiments sont la propriété de la métropole ont des perspectives de conventionnement, c'est bien différent pour les autres : attaques en justices et appels des décisions favorables aux squats, demandes d'expulsion, harcèlement par les bailleurs sociaux de la Métropole...

C'est pourquoi nous revendiquons: l'arrêt de la répression contre les sans abri, les squatteur·ses, les précaires, les exilé·es et l'abrogation des lois répressives (ELAN, Sécurité globale, ASAP).

MANIFESTATION SAMEDI 29 MAI

10h, Place de Francfort : Rassemblement et prises de paroles & départ
13h00, Place Mazargan : Arrivée, cantine solidaire, et musique

Signataires: 2MSG – Migrations, Minorités Sexuelles et de Genre, Alternatiba ANV/Rhône, CEELSPS, Collectif des étudiant·es étrangè·res de Lyon, Collectif Intersquats 69, Collectif Hébergement en danger, Collectif sans papier 69, Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse – Collège sans Frontières Maurice Scève, FSU, INDECOSA-CGT, Jamais Sans Toit, Solidaires étudiant.e.s Lyon, Solidaires, Sud Santé Sociaux 69, RESF 69, Unef tacle...

Pour plus d'infos, nous contacter à : coordo-logement69@riseup.net ou sur facebook.

La CALLE - Coordination d'Actions pour le Logement Lyon et Environs

Composée de militant·es et de membres de différents collectifs réuni·es pour organiser une large mobilisation autour de l'accès au logement et contre le mal-logement.

